



## TROISIÈME QUESTION À L'ORDRE DU JOUR

**Commission mondiale  
sur la dimension sociale  
de la mondialisation établie par l'OIT:  
informations sur les progrès réalisés**

1. A sa session de novembre 2001, le Conseil d'administration a décidé de créer une commission mondiale composée d'éminentes personnalités. Le présent document apporte des informations sur les progrès réalisés depuis novembre 2001.
2. Comme le Conseil d'administration l'avait demandé, le Directeur général a entrepris d'amples consultations sur la composition de la commission. Il a nommé des personnalités dont l'éminence et l'autorité sont reconnues. Il a dûment veillé à l'équilibre entre hommes et femmes au sein de la commission et à ce que ses membres représentent les différentes régions, les perspectives tripartites et les principaux points de vue sur la mondialisation. Cette tâche a été d'autant plus complexe qu'il a fallu également tenir compte de la volonté de plusieurs secteurs d'apporter leur contribution à la commission et à ses travaux, ainsi que de la disponibilité de personnes essentielles. Ainsi, alors qu'il était initialement prévu de former une commission de 18 membres, il a fallu porter ce nombre à 21. Fait sans précédent, deux chefs d'Etat en exercice ont accepté de coprésider la commission: M<sup>me</sup> Tarja Halonen, Présidente de la République de Finlande, et M. Benjamin Mkapa, Président de la République-Unie de Tanzanie. Ils apportent à la commission leur ferme engagement personnel et leur vision propre mais aussi l'expérience spécifique que leurs pays et régions ont des problèmes que pose la mondialisation. Outre les coprésidents, le Directeur général a nommé 19 personnalités dont la contribution, dans différentes régions du monde, à l'élaboration des politiques, au progrès des connaissances et au débat d'idées, est reconnue à l'échelle internationale. Leurs notices biographiques figurent à l'annexe du rapport.
3. Le Conseil d'administration a également décidé que le Directeur général et les membres du bureau du Conseil d'administration seraient membres d'office de la commission. En tant que groupe, les membres d'office faciliteront la tâche de la commission en établissant un lien avec le BIT, et notamment en l'informant, au besoin, des débats, vues et conclusions du Conseil d'administration. A titre personnel, ils feront part à la commission de leurs expériences et points de vue mais ne seront pas signataires de son rapport final. A la suite de consultations, il a été décidé, dans un souci de continuité, que les membres du bureau du Conseil d'administration dont la situation changera après les élections du Conseil en juin 2002 continueront d'être membres d'office de la commission. Les membres

nouvellement élus du bureau du Conseil deviendront également membres d'office de la commission, dans les mêmes conditions en ce qui concerne la portée et la nature de leur contribution.

4. Le Conseil d'administration a arrêté le mandat de la commission<sup>1</sup> à partir des propositions<sup>2</sup> qui lui avaient été soumises, en tenant compte des commentaires et discussions du Groupe de travail sur la dimension sociale de la mondialisation. Afin que la commission soit pleinement informée des vues du Conseil d'administration, un jeu complet de tous les documents pertinents a été communiqué à ses membres. Il appartiendra à la commission, en tant qu'organe indépendant et de haut niveau, d'élaborer son rapport.
5. Le Directeur général a nommé secrétaire exécutif de la commission M. Padmanabha Gopinath, qui est actuellement l'un de ses conseillers. M. Gerry Rodgers, directeur du Département de l'intégration des politiques, aura la responsabilité générale de l'appui technique de fond à fournir à la commission. MM. Gopinath et Rodgers ont rencontré au début de l'année les coprésidents de la commission pour les informer plus en détail du contexte de la création de la commission, et pour les consulter sur les dispositions à prendre à partir de là. Un secrétariat a été établi pour apporter un soutien à la fois opérationnel et technique aux travaux de la commission. Le secrétariat sera composé de fonctionnaires du BIT, certains d'entre eux étant détachés de leurs postes habituels, selon les besoins de la commission, à temps partiel ou temporairement.
6. Afin que la commission puisse tirer parti des activités en cours du BIT, des dispositions ont été prises pour que chaque secteur et unité technique du Bureau fournissent des contributions au travail de fond du secrétariat, telles que l'élaboration de documents sur certaines questions à la demande de la commission et la communication régulière d'informations et de documentation. Les bureaux régionaux ont également été priés de désigner des points focaux pour la coordination avec le secrétariat à Genève.
7. Le secrétariat a d'ores et déjà commencé à préparer la première réunion de la commission. Il élabore des documents techniques de base à partir des travaux du BIT et d'autres sources, et rassemble d'autres documents de référence pour les membres de la commission. Un site Internet a été créé pour que le public puisse accéder facilement aux documents ayant trait aux travaux de la commission:  
<http://www.ilo.org/public/french/wcsdg/sample1f.htm>
8. Le Directeur général a informé le Secrétaire général de l'ONU et les chefs de secrétariat des organisations internationales intéressées de la création de la commission. Cette initiative fait suite aux débats qui ont eu lieu au Comité administratif de coordination (maintenant le Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies) sur la nécessité d'accroître la cohérence et l'intégration des politiques à l'échelle internationale.

<sup>1</sup> Rapport du Groupe de travail sur la dimension sociale de la mondialisation, *Rapport oral du président du groupe de travail*, nov. 2001, GB.282/12. Le président du groupe de travail a résumé les principaux aspects du mandat de la commission (paragr. 13 du rapport), dont: le nom de la commission et la durée de ses travaux, ses relations avec l'OIT, les critères choisis pour sa composition et les questions ou paramètres de travail soulevés au cours de la discussion ou soumis à la commission pour examen.

<sup>2</sup> *Moyens de renforcer l'action du Groupe de travail sur la dimension sociale de la mondialisation*, juin 2001, GB.281/WP/SDG/1. Rapport du Groupe de travail sur la dimension sociale de la mondialisation, *Rapport oral du président du groupe de travail*, juin 2001, GB.281/9. *Renforcer l'action du Groupe de travail sur la dimension sociale de la mondialisation: prochaines étapes*, novembre 2001, GB.282/WP/SDG/1.

En outre, d'autres organisations internationales ont été invitées à contribuer aux travaux du secrétariat. Celui-ci a rencontré des hauts fonctionnaires de l'ONU, du FMI, de la Banque mondiale, de l'OMC et de la CNUCED pour discuter de la contribution que ces organisations pourraient lui apporter sous diverses formes: informations pertinentes, recherches en cours et autres matériaux de référence. Plusieurs organisations ont déjà désigné les points focaux chargés de fournir un appui aux travaux de la commission, et la possibilité de détacher du personnel pour des périodes de courte durée est à l'étude. D'autres consultations avec des organisations du système multilatéral sont envisagées.

9. Afin de préparer le lancement de la commission, les conseillers des coprésidents et le secrétariat se sont rencontrés pour déterminer les modalités de travail de la commission et l'appui logistique à lui apporter. Les coprésidents se sont réunis à Genève le 27 février 2002 et ont échangé leurs vues sur les objectifs et la portée de la commission.
10. La commission a été lancée par le Directeur général et les coprésidents lors d'une conférence de presse qui s'est tenue le 27 février 2002 au BIT. Les médias en ont amplement rendu compte. Auparavant, le Directeur général avait tenu des réunions informelles avec les groupes régionaux au niveau diplomatique et avec les membres du bureau du Conseil d'administration pour les informer sur les progrès de la mise en place de la commission. Le Directeur général a souligné qu'il serait important que la commission puisse tirer parti des ressources de chaque région, qu'il s'agisse de compétences individuelles ou de réseaux, et a invité les personnes compétentes à soumettre au secrétariat des contributions techniques reflétant les besoins et perspectives des régions en ce qui concerne la mondialisation.
11. La commission se réunira pour la première fois à Genève les 25 et 26 mars 2002. A cette occasion, elle devrait examiner les principales questions de fond à traiter ainsi que ses méthodes de travail et fixer la date de ses prochaines réunions et le calendrier de son programme de travail. A la suite de consultations préliminaires, l'estimation budgétaire initiale pour les travaux de la commission a été révisée et soumise à la Commission du programme, du budget et de l'administration du Conseil d'administration.

Genève, le 13 mars 2002.

## Annexe

### Composition de la Commission mondiale sur la dimension sociale de la mondialisation

**Coprésidente: Son Excellence M<sup>me</sup> Tarja Halonen, Présidente de la République de Finlande.** M<sup>me</sup> Tarja Halonen a été élue Présidente de la Finlande en février 2000 et a pris ses fonctions le 1<sup>er</sup> mars. Onzième titulaire de cette charge, elle est la première femme à l'exercer. M<sup>me</sup> Halonen est née à Helsinki en 1943 et a obtenu en 1968 une maîtrise de droit à l'université de cette ville. Juriste, à partir de 1970, de l'Organisation centrale des syndicats finlandais, elle l'est restée alors qu'elle avait entamé sa carrière politique (députée puis ministre). M<sup>me</sup> Halonen a adhéré au Parti social-démocrate en 1971. Elle est entrée en politique en 1974 lorsqu'elle a été nommée secrétaire parlementaire du Premier ministre, poste qu'elle a occupé jusqu'en 1975. Elle a été élue au Parlement en 1979 et a été réélue cinq fois de suite avant d'accéder à la présidence de la Finlande. M<sup>me</sup> Halonen a été ministre dans trois gouvernements: Affaires sociales et Santé (1987-1990), Justice (1990-91) et Affaires étrangères (1995-2000); elle a aussi été ministre de la Coopération nordique (1989-1991). Elle a joué un rôle actif au Conseil de l'Europe, tout d'abord en qualité de Vice-présidente de la délégation finlandaise à l'Assemblée parlementaire (1991-1995), puis au sein du Comité ministériel. Elle a été également membre du Comité des Sages du Conseil de l'Europe en 1998-99. M<sup>me</sup> Halonen porte une attention particulière aux questions concernant les droits de l'homme, la démocratie et la société civile. La justice sociale et la promotion de l'égalité sont au cœur de sa carrière politique.

**Coprésident: Son Excellence M. Benjamin Mkapa, Président de la République-Unie de Tanzanie.** M. Benjamin W. Mkapa, élu en novembre 1995, est le troisième Président de la République-Unie de Tanzanie depuis l'accession de son pays à l'indépendance en 1961. M. Mkapa est né en 1938 à Masasi (région de Mtwara). Après son instruction primaire en Tanzanie, il a poursuivi ses études au Makere University College en Ouganda, où il a obtenu en 1959 un diplôme ès lettres de premier cycle et, en 1962, une licence ès lettres anglaises. La même année, M. Mkapa a été nommé fonctionnaire de district de l'administration locale de Dodoma, puis fonctionnaire du service diplomatique. En 1966, il a entamé une longue carrière de journaliste. Pendant les années soixante et soixante-dix, il a été directeur de la rédaction de deux grands journaux tanzaniens, *The Nationalist Uhru* et *The Daily News*. Cette expérience professionnelle lui a valu d'être nommé en 1974 attaché de presse du Président de la République-Unie de Tanzanie, qui était alors M. Mwalimu Julius Nyerere. M. Mkapa a occupé ce poste deux ans. En 1976, il est devenu l'un des directeurs fondateurs de l'agence de presse de Tanzanie SHITATA. Au cours de sa carrière de diplomate, M. Mkapa a occupé des fonctions élevées, notamment celles de Haut-commissaire auprès du Nigéria (1976) et de ministre des Affaires étrangères (de 1977 à 1980). En 1982, il était Haut-commissaire auprès du Canada et, en 1983, ambassadeur auprès des Etats-Unis d'Amérique. Il est rentré au pays en 1984, où il a de nouveau été nommé ministre des Affaires étrangères. Au début des années quatre-vingt-dix il a été ministre de l'Information et de la Radiotélévision. En 1992, il a été nommé ministre de la Science, de la Technologie et de l'Enseignement supérieur, puis a été élu Président en 1995. Pendant toute sa carrière politique, M. Mkapa s'est efforcé de renforcer la démocratie tanzanienne, tout en ouvrant de plus en plus son pays au commerce et aux investissements internationaux.

**Giuliano Amato** (Italie); Vice-président de la Convention sur l'avenir de l'Europe. M. Amato a été deux fois Premier ministre de son pays, (1992-1993 et 2000-2001). Député de 1983 à 1993, il a été président du Conseil, ministre du Trésor, ministre des Réformes institutionnelles et président de l'Autorité antitrust italienne. M. Amato est avocat. De 1975 à 1997, il a été professeur de droit constitutionnel comparé à l'Ecole de sciences politiques de l'Université de Rome.

**Ruth Cardoso** (Brésil); épouse du Président de la République et présidente du Conseil de *Comunidade solidária*, organisation qui, depuis 1995, prône les partenariats intersectoriels dans la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. M<sup>me</sup> Cardoso, qui a été chercheur supérieur au Centre brésilien d'analyse et de planification et professeur d'anthropologie à l'Université de São Paulo, est aujourd'hui membre du conseil d'administration de la Fondation pour les Nations Unies. Elle a écrit de nombreux livres et articles sur les jeunes, les mouvements sociaux, la société civile et les nouveaux acteurs sociaux.

**Heba Handoussa** (Egypte); Directrice générale du Forum de recherche économique pour les pays arabes, l'Iran et la Turquie, M<sup>me</sup> Handoussa est aussi membre du Choura, qui est l'Assemblée consultative de l'Egypte. Economiste, elle a enseigné à l'Université américaine du Caire dont elle a ensuite été nommée vice-doyenne. Elle a été conseillère auprès du gouvernement égyptien et consultante à la Banque mondiale. Elle a écrit de nombreux travaux de recherche sur l'ajustement structurel, la politique industrielle et l'aide étrangère, les réformes institutionnelles et les modèles de développement comparé.

**Eveline Herfkens** (Pays-Bas); ministre de la Coopération pour le développement depuis 1998. De 1996 à 1998, M<sup>me</sup> Herfkens a été ambassadrice auprès de l'Organisation des Nations Unies et de l'OMC. Pendant cette période, elle a été membre du Conseil de l'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social et présidente du Bureau de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe. De 1990 à 1996, elle a été administratrice du Groupe de la Banque mondiale. Auparavant, elle avait été pendant neuf ans députée du Parti travailliste au Parlement des Pays-Bas. Avocate, M<sup>me</sup> Herfkens a participé activement à plusieurs organisations non gouvernementales.

**Ann McLaughlin Korologos** (Etats-Unis d'Amérique); Vice-présidente de la Rand Corporation. M<sup>me</sup> Korologos, qui a été secrétaire d'Etat au Travail de 1987 à 1989, a aussi été sous-secrétaire d'Etat du ministère de l'Intérieur et secrétaire adjointe du ministère des Finances. De 1996 à août 2000, elle a présidé l'Institut Aspen. Elle est actuellement conseillère de la banque d'investissement Benedetto Gartland & Co., qui est établie à New York. Elle est aussi membre des Conseils d'administration d'AMR Corporation et de sa filiale American Airlines, et de Fannie Mae, Harman International Industries, Kellogg Company, Microsoft Corporation, Vulcan Materials et Host Marriott Corporation.

**Lu Mai** (Chine); Secrétaire général de la Fondation chinoise de la recherche pour le développement depuis 1998, M. Lu est également chargé de recherche principal au Centre de recherche pour le développement du Conseil d'Etat depuis 1995. Il a une vaste expérience de la réforme rurale en Chine et a dirigé le bureau expérimental de la Réforme rurale, qui relève du Centre de recherche pour le développement rural du Conseil d'Etat à la fin des années quatre-vingt. Il est l'auteur de nombreuses publications sur la réforme économique et a été consultant à la Banque mondiale, à la Banque asiatique de développement et dans d'autres organisations internationales.

**Deepak Nayyar** (Inde); Vice-président de l'Université de Delhi, M. Nayyar est un économiste renommé, qui a enseigné dans diverses universités en Inde, en France et au Royaume-Uni. Il a été conseiller économique en chef du gouvernement indien et secrétaire permanent au ministère des Finances. Auteur de nombreux ouvrages et articles, M. Nayyar est le président du Conseil des gouverneurs de l'Institut mondial pour la recherche sur l'économie du développement, et membre du conseil consultatif du Centre international de développement à l'Université d'Oxford.

**Taizo Nishimuro** (Japon); Président du Conseil d'administration de Toshiba Corporation. Dans cette entreprise, M. Nishimuro a fait carrière et s'est occupé de la vente et de la commercialisation à l'échelle internationale de composants électroniques et d'appareils électroniques de grande consommation. M. Nishimuro est actuellement le vice-président de Keidanren (organisation patronale japonaise) et membre du Conseil de Nikkeiren (organisation d'employeurs japonais). Il a été officiellement désigné Vice-président de la Fédération des entreprises japonaises, laquelle sera instituée en mai 2002 après la fusion de Nikkeiren et Keidanren.

**Valentina Matvienko** (Fédération de Russie); vice-Premier ministre de la Fédération de Russie, elle est chargée des affaires sociales, de l'éducation et de la culture. M<sup>me</sup> Matvienko est aussi responsable des relations entre le gouvernement et les syndicats, les organisations et associations sociales, les organisations religieuses et les médias. Nommée à ses fonctions actuelles en 1999, M<sup>me</sup> Matvienko a d'abord été en 1998 vice-Premier ministre pour les affaires sociales. Auparavant, elle a été diplomate et longtemps haut fonctionnaire. De 1991 à 1995, elle a été ambassadrice à Malte et, de 1997 à 1998, ambassadrice en Grèce.

**François Perigot** (France); Président de l'Organisation internationale des employeurs, M. Perigot a fait une longue carrière dans l'industrie en France. De 1968 à 1970, il a été président-directeur général de Thibaud Gibbs et Cie, puis d'Unilever France (1971-1986). De 1986 à 1994, M. Perigot a présidé le Conseil national du patronat français. Depuis 1997, il est le président du Mouvement des entreprises de France (MEDEF) International, principale organisation patronale française.

**Surin Pitsuwan** (Thaïlande); député et ancien ministre des Affaires étrangères. M. Surin a fait une longue carrière dans la fonction publique et aux affaires étrangères. Il a été ministre des Affaires étrangères de 1997 à 2001 et vice-ministre des Affaires étrangères de 1992 à 1995. Député, il a été élu six fois de suite depuis 1986. Diplômé de sciences politiques, M. Surin est actuellement membre de la Commission de la sécurité des personnes et signe régulièrement des chroniques dans d'importants journaux thaïlandais et de la région.

**Julio María Sanguinetti** (Uruguay); président du Círculo de Montevideo, assemblée qui vise à trouver de nouveaux moyens pour garantir la gouvernabilité et le développement durable en Amérique latine. M. Sanguinetti a été élu deux fois Président de la République (1985-1990 et 1990-1995). Il a fait une longue et éminente carrière dans la politique, la culture et le journalisme. En 2000, il a reçu le Prix «Simón Bolívar» de l'UNESCO. Il est docteur «honoris causa» de plusieurs universités.

**Hernando de Soto** (Pérou); Président de l'Institut pour la liberté et la démocratie. Il a écrit plusieurs ouvrages de politique économique qui ont été des succès de librairie, et il dirige une importante cellule de réflexion sur les questions de développement. Considéré comme l'un des experts les plus influents en matière de secteur informel, il a été conseiller du gouvernement péruvien, notamment pour l'élaboration et l'application de stratégies visant à intégrer dans l'économie formelle les entreprises et le régime de propriété du secteur informel. Dans son dernier ouvrage (*The Mystery of Capital: Why Capitalism Succeeds in the West and Fails Everywhere Else*), il se demande pourquoi le capitalisme réussit à l'Ouest et échoue partout ailleurs.

**Joseph Stiglitz** (Etats-Unis d'Amérique); professeur (économie, commerce et affaires internationales) à l'Université de Columbia. Universitaire renommé, M. Stiglitz est l'un des fondateurs de l'économie moderne du développement. Il a enseigné à Yale, Princeton, Oxford et Stanford, et a été économiste en chef à la Banque mondiale. Il a également présidé le Conseil économique des Etats-Unis (Council of Economic Advisors) de 1993 à 1997. Il a reçu le prix Nobel d'Economie en 2001.

**John J. Sweeney** (Etats-Unis d'Amérique); président depuis 1995 de la Fédération américaine du travail et du Congrès des organisations industrielles (AFL-CIO). Il est né dans le Bronx, à New York. Il a commencé sa carrière de syndicaliste en tant qu'assistant de recherche du Syndicat des travailleurs de la confection pour dames. En 1960, il est entré à l'Union internationale des employés des services (SEIU) en tant que directeur pour New York. Il est devenu président de l'Union internationale en 1980 pour quatre mandats consécutifs, puis a été élu président de l'AFL-CIO.

**Victoria Tauli-Corpuz** (Philippines); directrice exécutive de la Fondation Tebtebba (Centre international des peuples autochtones pour la recherche et l'éducation). Militante des droits autochtones, elle est originaire de la Cordillère aux Philippines. Elle a fondé et administré diverses organisations non gouvernementales œuvrant pour la sensibilisation sociale, l'organisation communautaire, la recherche et le développement. Depuis 1994, elle est membre et présidente-rapporteur du conseil d'administration du Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les populations autochtones et a été récemment nommée à la Commission nationale sur le rôle des femmes philippines, qui représente les peuples autochtones.

**Aminata D. Traoré** (Mali); auteur et coordinatrice du Forum social africain. M<sup>me</sup> Traoré a été ministre de la Culture et du Tourisme et elle a œuvré dans plusieurs domaines importants du développement — entre autres, relations Nord-Sud, coopération bilatérale et multilatérale, services de fourniture d'eau, santé, égalité entre les sexes, développement communautaire. Elle a milité dans plusieurs organisations non gouvernementales qui défendent les valeurs et connaissances locales, et a co-organisé le premier Forum social africain qui s'est tenu à Bamako en janvier 2002.

**Zwelinzima Vavi** (Afrique du Sud); Secrétaire général du Congrès des syndicats sud-africains (COSATU). M. Vavi a travaillé à Klerksdrop et Orkney, territoires de mines d'or, et est devenu membre de l'Union nationale des travailleurs des mines en 1987. En 1988, il a été nommé secrétaire régional du COSATU pour le Transvaal occidental. Quatre ans plus tard, il en est devenu le secrétaire exécutif national, puis le secrétaire général adjoint de 1993 à 1999.

**Ernst Ulrich von Weizsaecker** (Allemagne); scientifique et parlementaire. Membre du Bundestag depuis 1998, M. von Weizsaecker est actuellement président d'une commission parlementaire qui traite du sujet «mondialisation de l'économie mondiale: défis et réponses». Biologiste et physicien éminent, il a été directeur du Centre des Nations Unies pour la science et la

technique au service du développement et de l'Institut pour une politique européenne de l'environnement. Membre du Club de Rome depuis 1991, il a écrit et publié un grand nombre d'ouvrages sur la politique publique et les questions liées à l'environnement et à l'énergie.